

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

14^e ANNEE - N° 232
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 4 au 17 déc. 1976

FACE A L'OFFENSIVE CAPITALISTE, CONTROFFENSIVE PROLETARIENNE!

C'est sur leurs épaules, et non dans le monde des idées, que les ouvriers sentent peser chaque jour, de façon de plus en plus rageuse et ouverte, l'offensive du capital contre leurs conditions de vie et de travail. C'est à travers leur expérience directe qu'ils voient se dissiper un à un les rideaux de fumée dont la classe dominante, avec le soutien total de l'opportunisme, les avait entourés, et apparaître les décombres : illusions perdues, espoirs trahis, « acquis » emportés comme par un fleuve en crue.

Leur expérience leur dit que, dans la mesure où le capital a restructuré et investi pour s'efforcer de rendre ses marchandises compétitives sur le marché international, où chaque capitalisme national essayait de se faire une place, il n'a réussi à le faire qu'en licenciant des ouvriers remplacés par des « technologies plus avancées ». Cette expérience leur enseigne que, dans la mesure où il aspire aujourd'hui à investir et à restructurer encore plus, non pas pour boucher les fissures mais pour reprendre son élan, le capital ne peut le faire qu'en réduisant le « coût du travail », comme on dit, c'est-à-dire en limitant les salaires et en augmentant la productivité — ce qui ne fait qu'ajouter au chômage déjà provoqué par la paralysie de la production et limite encore plus un pouvoir d'achat déjà rongé par l'inflation.

Ainsi, environ deux ans après le début de la crise et un an après le début — d'ailleurs tourmenté — de la « reprise », les mythes de l'idéologie officielle et ceux de l'idéologie opportuniste sur les moyens et les méthodes pour sauver du naufrage le bateau « sur lequel nous sommes tous embarqués » s'effondrent à leur tour comme les mythes bourgeois de l'économie du bien-être et de l'expansion.

Le langage doucereux des jours passés qui semblent éloignés mais sont en réalité tout proches devient de plus en plus menaçant : « Augmentez la production ! Au travail ! Pas de revendications irresponsables ! » Le cynisme des capitalistes fait chaque jour des progrès : c'est ainsi qu'une fois la farce du « gel des prix » dévoilée dans notre cher pays, on entend le CNPF réclamer en même temps la libération des prix industriels et la réduction des salaires réels ; c'est ainsi qu'au moment où la production repart, on entend les capitalistes réclamer, en même temps, le droit de licencier davantage et la diminution de leur contribution au fonds de chômage.

C'est le langage du patronat, un langage brutal et clair. C'est un langage international, employé à Rome comme à Londres, à Paris comme à Bonn, à Lisbonne comme à Madrid et aussi à Washington et à Moscou.

Mais, ce langage, les ouvriers ne l'entendent pas seulement de la bouche des patrons et des ministres. Modulé selon les cas, le prêche vient aussi, à des nuances près, chaque jour de ces partis et syndicats qui disent les « représenter ». C'est un prêche qui vient de loin — du temps de l'union sacrée pendant la guerre et, ensuite, de l'époque de la reconstruction

sous le signe de la concorde nationale, ou plus exactement, du jour où un parti et un gouvernement-frère, s'appuyant sur des trade unions liées à eux, lança le premier le cri d'austerité. L'opportunisme ne serait pas l'opportunisme si, d'une part, il n'offrait pas au moins une promesse et une apparence de défense et si, d'autre part, il ne les subordonnait pas au maintien du capitalisme. Promesse et apparence s'évanouissent rapidement et seule reste la réalité. Mais l'opportunisme n'obtient de crédit auprès de la bourgeoisie à laquelle il offre ses services que s'il réussit à faire croire aux ouvriers que c'est le contraire qui se passe.

Si l'opportunisme accepte en Italie le plan Andreotti et laisse tomber la défense de l'échelle mobile sur une partie du salaire — cette merveilleuse « garantie » donnée par une République qui serait, selon lui, « non bourgeoise parce qu'issue de la Résistance », les choses se présentent de façon formellement différente en France où les partis de gauche refusent le plan Barre, mais surtout pour son... inefficacité ! Devant les appels guerriers du patronat et du gouvernement qui mobilisent leurs forces pour gagner dans les mois qui viennent la bataille du renouvellement des contrats, que fait en effet l'opportunisme ? Il « hausse le ton », il « s'élève », surtout moralement, « contre les injustices », bref il tire en l'air pour sentir la poudre et avoir au moins d'air de se battre. Et quand se réunit pour la première fois depuis longtemps le « large front syndical » que l'on montre comme indispensable aux prolétaires pour lutter, quand se rencontrent toutes les confédérations, de la CGT et de la CFDT à la CGC en passant par FO et la CFTC, c'est non pas pour organiser les ouvriers et préparer la bataille pour résister à l'offensive, mais pour écrire une lettre commune au gouvernement à qui on reproche très poliment de « ne pas tenir ses engagements ». Pendant ce temps, il est vrai, les bureaucraties syndicales font la chasse aux ouvriers combattifs et tentent de les exclure des syndicats dans le but de les isoler de la masse des prolétaires qui ne se sont pas encore mis en mouvement.

Ainsi la fonction d'organisation et de lutte contre le capital que devrait remplir le syndicat se renverse. Il ne s'agit même plus d'« éduquer nos patrons » comme voulaient le faire les réformistes du bon vieux temps, ni même de les « convaincre ». Il s'agit de domestiquer les ouvriers pour que, grâce à leur soumission, à la fin des années de carême pour le prolétariat, puissent tomber du festin des patrons quelques

DANS CE NUMERO :

- Bourgeoisie et opportunisme voudraient que la classe ouvrière forge elle-même ses propres chaînes (1).
- « Combat Communiste », deux ans après.
- L'attitude de la LCR et du SU de la IV^e à l'égard du PST : des explications qui s'imposent.
- PTT-Créteil : une belle tentative d'unité à la base, sabotée par la direction syndicale CGT.
- La position ignoble du PCF sur l'immigration.
- « Hors statuts » de l'Enseignement en lutte.

os assaisonnés d'un peu de sauce et de beaucoup d'eau bénite. Il s'agit de transformer les syndicats (qui, d'ailleurs, en ont fait du chemin dans ce sens) en organes institutionnels de moralisation des « gens » — c'est ainsi que ces messieurs appellent les ouvriers — ou en écoles d'apprentissage pour les salariés où sont enseignés les sublimes vertus des sacrifices, qui « sont nécessaires, bon dieu ! » (ou bien, en langage choisi, « il n'y a pas d'alternative »). Il s'agit en somme de les désarmer dans une lente et insidieuse guerre d'usure, dans laquelle il semble que les tran-

(suite page 2)

La solidarité avec les luttes en Afrique australe

Depuis un certain temps se développe une campagne de prétendue solidarité de classe avec les travailleurs de l'Afrique du Sud. Il s'agit de la « Campagne Anti-Outspan » organisée par un Collectif de groupes centristes soi-disant révolutionnaires — en premier lieu le PSU, mais aussi l'OC-R et l'OC-GOP — et de groupes de l'opposition petite-bourgeoise à l'impérialisme, le tout avec la bénédiction de l'Eglise, représentée par la CIMADE. Ce comité brandit comme arme le boycott et le refus des oranges en provenance de l'Afrique du Sud. Son but avoué est de faire pression sur le gouvernement par la mobilisation de l'opinion publique, pour qu'il coupe tout ses liens avec l'Etat des afrikaners.

En réalité, du point de vue de la solidarité active prolétarienne il s'agit d'un bluff, et d'une tromperie misérable vis-à-vis des ouvriers qui cherchent à agir ici contre l'impérialisme blanc en Afrique australe, et qui ne trouvent devant eux que la collusion du PCF et du PS avec le gouvernement. Comme on le sait, la France est devenue le principal fournisseur d'armes de l'Afrique du Sud. Avec ces armes, cette dernière réprime et tue les combattants qui se dressent contre son Etat, un Etat qui a besoin de l'appui financier et militaire de l'impérialisme. D'une manière générale, la solidarité prolétarienne, doit commencer par se manifester par la lutte de classe à l'intérieur des métropoles, celles-ci n'ayant les mains libres pour intervenir à l'extérieur que si elles ont leurs arrières assurés par la paix sociale. Si, d'une façon plus spécifique, on pose le problème d'une solidarité envers les masses combattantes de l'Afrique du Sud, celle-ci doit avoir comme axe le boycott et le sabotage de l'envoi d'armes et de munitions aujourd'hui, d'hommes demain, boycott et sabotage qu'il faut préparer aujourd'hui. C'est le chemin qu'emprunta le prolétariat européen lorsqu'il lui fallut apporter sa contribution explicite à la victoire de la Russie des Soviets, contre les interventions impérialistes, dans le premier après-guerre. Il s'agit là d'un terrain où les prolétaires peuvent s'organiser en tant que tels ; il s'agit d'un terrain réel, celui de la force, celui même sur lequel se placent l'impérialisme et les esclavagistes blancs qu'il soutient sur place. Il est criminel de tromper les ouvriers en leur laissant croire que les Etats impérialistes infléchiraient leur politique sous l'effet de mouvements d'« opinion ». Une « opposition » qui se châtre ainsi elle-même ne peut qu'encourager l'impérialisme à persévérer, et diluer le prolétariat dans la masse informe du « peuple », des gens de bonne volonté.

En réalité, si on analyse ce boycott dans son principe, on s'aperçoit que son sens est inversé : on boycotte des produits en provenance de l'Afrique du Sud, mais on laisse libre cours au flux en provenance des métropoles de produits et surtout d'armes nécessaires au maintien du joug des blancs. Si d'autre part cette campagne avait voulu s'attaquer vraiment — non à l'impérialisme, ce qui n'est pas le cas — mais à toutes les classes dominantes de l'Afrique du Sud, elle aurait dû revendiquer au moins le boycott contre toutes les importations en provenance de l'Afrique du Sud. Les fameuses oranges représentent à peine plus de 6 % de toutes les exportations vers la France, alors que les produits destinés à l'industrie en représentent plus de 50 %. Mais un tel objectif serait — contrairement à la campagne anti-Outspan — irréalisable sans la mobilisation du prolé-

(suite page 3)

« Combat communiste », deux ans après

L'accélération des chocs sociaux, les secousses économiques et politiques à l'échelle internationale et la conquête d'un terrain plus large pour les organisations dites d'extrême gauche ont fait mûrir dans ces organisations ce qui n'était auparavant qu'à l'état embryonnaire. En les obligeant à prendre position et à donner des indications plus précises dans une réalité plus « fluide », les faits eux-mêmes permettaient de confronter ne fût-ce que l'action de ces organisations avec les tendances historiques et les besoins de la lutte des classes.

Dans les mouvements trotskystes, en particulier, cela a conduit à une cascade de crises et de scissions. Du sein du « lambertisme », arrivé à un stade de dégénérescence extrême, s'est détaché un groupe (la LIROI) prétendant remonter (pas bien loin, d'ailleurs) au trotskysme... lambertiste de quelques années plus tôt. De la LCR, un groupe a fait scission et s'est lié au trotskysme version Spartacist League, dont le noyau se trouve aux U.S.A.

Mais c'est au sein de Lutte Ouvrière que s'est produite la scission d'un groupe qui ne se réclame pas d'une tradition bien définie, Combat Communiste (nous ne parlerons pas ici d'Union Ouvrière, qui s'est constituée au même moment, et qui est liée à la maladie bien définie du spontanéisme anarchisant).

Il est certain que ce groupe — Combat Communiste — traduisait

une rupture immédiate vis-à-vis de la pratique organisationnelle et politique de LO, bien que le « cheval de bataille » qui conduisit à la rupture fut la « question russe » : « Certains militants ont également pu espérer que la discussion engagée sur un sujet aussi abstrait que l'U.R.S.S. pourrait s'élargir à d'autres problèmes » (Bilan d'une exclusion). Une fois la rupture consommée, Combat Communiste a dénoncé le suivisme de LO à l'égard du réformisme syndical et politique, l'accusant de ne pas lui livrer ouvertement combat devant les masses. Il a pris ses distances par rapport à ces deux mots d'ordre permanents de la panoplie trotskyste — les nationalisations et le « contrôle ouvrier » — qui ont conduit LO à flirter, en particulier, avec le MFA portugais. Il a rejeté l'appui électoral de LO à l'Union de la Gauche, comme une tromperie à l'égard des travailleurs

et il a dénoncé les propositions de Front Unique de l'OCI, de la LCR et de LO, adressées aux « partis ouvriers » bourgeois, comme autant de capitulations.

Il serait faux de minimiser l'importance des réactions contre la pratique opportuniste de toute organisation, quelle qu'elle soit. C'est précisément grâce à la réaction des travailleurs contre l'opportunisme dans ses multiples formes qu'on pourra à la fois opposer un front prolétarien de lutte contre la bourgeoisie et ses laquais « ouvriers », en combattant pour cela les oscillations suivistes des partis centristes au sens large, et étendre l'influence du Parti au sein des masses. Mais, si le sain instinct de classe qui amena ces militants à rompre avec la pratique immédiate de LO, est nécessaire pour suivre une direction révolutionnaire, il n'est par contre nullement suffisant (suite page 4)

PTT-Créteil : Une belle tentative d'unité à la base sabotée par la direction syndicale CGT

Par solidarité avec deux de leurs camarades sanctionnés pour « rendement insuffisant », les travailleurs du centre de tri de Créteil ont fait grève les 17, 18 et 19 novembre.

Le 16 au soir, le secrétaire (stalinien) de la section CGT et un représentant de la section CFDT lancent un appel à la grève illimitée au cas où, après négociation, le chef de centre maintiendrait les sanctions.

Une motion de solidarité circule aussitôt et est massivement signée par les travailleurs présents.

Devant l'intransigeance de l'administration qui déclare « ne pas croire à la solidarité des travailleurs autre que verbale », et malgré le peu d'empressement des directions syndicales locales et départementales (surtout CGT) à traduire leurs paroles en actes, les travailleurs votent la grève, reconductible tous les jours en assemblée générale, à partir du 17 novembre à 20 heures (86 % de grévistes en brigade 17/24, 60 % en nuit D).

En votant la grève dans l'enthousiasme, les travailleurs syndiqués et non syndiqués (les deux groupes sont sensiblement égaux dans le centre qui compte environ 500 postiers) exprimaient, au-delà du cas précis des deux camarades sanctionnés, leur volonté de lutter collectivement et ouvertement contre la répression qui s'installe dans le centre, contre la dégradation constante des conditions de travail, les cadences abrutissantes et le manque d'effectifs que l'administration aggrave dans l'optique de son plan de restructuration et d'au-

tomatisation du tri et de la distribution.

Les travailleurs exprimaient aussi bien sûr, même confusément, leur volonté de dépasser les limites catégorielles et interclassistes de la journée d'action nationale du 19 novembre.

En appelant à cette nouvelle « journée », les confédérations CGT et CFDT entendaient faire dévier le mécontentement des travailleurs sur la voie de la défense des intérêts du « service public » à l'occasion du vote du budget des PTT par les députés. Du budget et des députés, il ne fut guère question dans les nombreux débats et discussions animés par des militants syndicaux et où les travailleurs du centre parlaient avant tout de leurs conditions de travail, de leurs salaires, et commençaient à établir des plateformes revendicatives locales.

Leur détermination et leur enthousiasme, les travailleurs, syndiqués ou non, les concrétisaient en participant en nombre aux piquets de grève, aux assemblées générales, aux débats et discussions sur leurs conditions de travail, et à une manifestation où une centaine d'entre eux se retrouvèrent devant le siège de la direction départementale du Val-de-Marne.

Une des préoccupations essentielles des travailleurs au cours de la grève a été l'unité syndicale. Ce besoin instinctif de s'unir dans la lutte et de dépasser les prévalables partisans des appareils opportunistes (sus aux gauchistes!) s'est confirmé dans l'attitude de nombreux travailleurs non syndiqués qui, tant que l'unité syndicale a

pu s'exprimer grâce à la pression de militants de base de la CGT et de la combativité de la section CFDT (de tendance « gauchiste »), ont participé massivement à l'action engagée.

Dès le début de la lutte, les militants de la section CFDT se sont lancés ouvertement dans l'action et y ont fait preuve d'un engagement solide et sans arrière-pensées. Cependant, l'absence d'un travail systématique d'organisation et d'homogénéisation des différents courants et forces que regroupe cette section l'a mise dans l'incapacité de prendre en charge la direction de la lutte, l'encadrement et l'orientation des non syndiqués, et surtout de résister aux manœuvres ignobles, au travail de sape et de démobilisation qu'ont effectués les briseurs de grève stalinien qui dirigent la section CGT.

Ces derniers, tout en déployant dans un premier temps des trésors de démagogie face à la détermination des travailleurs, ont préparé dès le début la reprise du travail. Tout en soutenant officiellement la grève, ils travaillaient en douce à calomnier les deux camarades sanctionnés et présentaient comme un acquis, une garantie, les promesses creuses du chef de centre ou du directeur départemental qui parlaient de revoir la notation des camarades dans... 6 mois. Une campagne anti-gauchiste utilisant mensonges, calomnies et insultes était menée parallèlement.

Ayant à vaincre une forte opposition à l'intérieur même de leur section, ils n'ont dû leur « victoire » qu'aux mesures de terreur qu'au

troisième jour de la grève ils ont, en désespoir de cause, été contraints d'appliquer ouvertement : militants et adhérents de la CGT (dont certains étaient parmi les animateurs de la grève) se sont vu interdire, au nom de la... démocratie et de la discipline syndicale, toute prise de position publique contraire aux décisions prises « démocratiquement » par la section (c'est-à-dire par les bonzes opportunistes) et même tout contact et toute discussion avec les « irresponsables » de la CFDT, enfin toute participation aux A.G. Profitant de l'absence des 3/4 des syndiqués cégétistes, ils firent voter dans une réunion de section sur mesure la reprise du travail pour le 19 à 20 heures.

C'est sous la huée des cédétistes et de nombreux non syndiqués qu'un des bonzes de la CGT montrait l'exemple en reprenant le travail le premier, en pleine assemblée générale, suivi par les syndiqués CGT de sa brigade qui n'osaient pas enfreindre la « discipline ».

« L'unité syndicale » était rompue, le mouvement de grève s'arrêtait et tout le monde reprenait le lendemain.

Le Parti a toujours dénoncé la mascarade que constitue le caractère spectaculaire donné à des divergences secondaires entre dirigeants syndicaux opportunistes CGT et CFDT : ces divergences, si elles existent, ne relèvent jamais d'une différence tactique, d'une sorte de « division du travail » quant aux moyens de lier toujours plus les prolétaires à la

défense des intérêts de l'économie nationale, de l'entreprise ou de l'Etat. En réalité, ces directions sont toujours unies car elles opèrent sur le même terrain : celui de la collaboration de classe et de la paix sociale ! Unies au sommet dans leur fonction de « pompiers sociaux », les directions confédérales entretiennent à la base de leurs organisations un climat de division pour briser la tendance confuse mais spontanée des travailleurs à s'unir pour défendre collectivement, même sur le plan local, leurs intérêts vitaux et immédiats. Il s'agit pour elles d'éviter toute manifestation d'une réelle vie syndicale à l'intérieur d'organisations que l'intégration de plus en plus évidente à l'appareil d'Etat capitaliste a vidées de toute vie de classe.

Ce que veut briser l'opportunisme, c'est l'union réelle des travailleurs à la base, syndiqués ou non, qui se placent sur le terrain de la lutte ouverte et de l'autonomie de classe absolue par rapport aux intérêts du capital ou de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi la grève de Créteil CT a été étouffée et trahie par les bonzes opportunistes de la CGT. C'est pourquoi ils tremblent et recourent à la terreur chaque fois que les travailleurs, désertant le terrain interclassiste de la défense du « service public » et de la « concertation » entre « partenaires sociaux », tentent de s'unir et de poser les bases d'un Front de classe prolétarien pour défendre leurs intérêts de classe et résister aux attaques conjuguées du capital et de ses alliés !

face à l'offensive capitaliste

(suite de la page 1)

chées restent intactes alors que, une à une, elles tombent. C'est la fonction classique, mais renforcée, de la social-démocratie, quel que soit son nom de baptême, au moins tant que le jeu dure et tant qu'on ne l'appelle pas à brandir un bâton nouveau comme dans le cas de la social-démocratie allemande en 1919-1920, ou à le céder à ceux à qui, qu'ils soient en chemise brune ou en chemise noire, elle aura aplani la voie.

D'ailleurs quand le gouvernement dit, comme en Italie, avec une mine mi-miellieuse mi-féroce : « Ou bien vous vous mettez d'accord sur la réduction du coût du travail ou bien j'interviens », que demande-t-il sinon que patronat et syndicats ouvriers fonctionnent comme une espèce de Chambre, sinon vraiment des faisceaux, du moins des Corporations, dans le cadre d'un Etat dans lequel le pouvoir exécutif se renforce, dans ses différents organes, de jour en jour contre le mauvais génie du manque de Productivité et du Désordre ?

En Italie, comme en Espagne, la classe ouvrière a réagi, fût-ce en ordre dispersé, contre l'offensive de la bourgeoisie. L'opportunisme, surpris, lui a tendu comme un os quelques petites grèves pas méchantes. Il faut comprendre qu'il ne s'agit là que de manœuvres pour faire baisser la pression. L'opportunisme parle de « conquêtes futures ». Il faut comprendre qu'il s'agit de chimères. La classe ouvrière — dans tous les pays — doit défendre, elle-même, ses conditions de vie et de travail menacées ou déjà atteintes. Elle ne peut les défendre qu'en opposant sa propre force organisée à la force organisée de la classe ennemie et de ses insti-

tutions prétendument situées « au-dessus des classes », et en agissant ainsi comme classe, et non comme masse amorphe d'esclaves du capital. C'est seulement dans cette lutte, ou plutôt dans cette guerre, que se retissera la trame d'organisations économiques indépendantes de l'Etat bourgeois et de ses ramifications centrales et périphériques. C'est dans cette lutte que se renforcera le guide indispensable de la révolution et de la dictature du prolétariat, le Parti communiste unique, mondial.

Le cycle des crises capitalistes est de plus en plus serré. Le monstre du capital ne peut se reprendre aujourd'hui que pour retomber dans des cataclysmes plus violents. Il est urgent de regagner pouce par pouce le terrain perdu au cours de cinquante ans de contre-révolution, en repoussant les vaines séductions du « réformisme », du « débat démocratique », du « progrès dans la légalité », de la soumission des intérêts du prolétariat aux intérêts de la patrie et de l'économie nationale, en se battant avec des moyens de classe et une force de classe pour des objectifs exclusifs, propres à la classe et en préparant ainsi les bases et le terrain d'une lutte qui ne sera plus seulement une lutte économique, une lutte de résistance, mais une lutte politique, une lutte offensive.

Naguère, revendiquer ceci pouvait encore paraître un rêve de visionnaires ; aujourd'hui le sens profond de la phrase de Marx est bien tangible : « Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure ».

La position ignoble du PCF sur l'immigration

Tandis que la pression sur les travailleurs immigrés ne cesse de s'aggraver malgré tous les mensonges publicitaires de Dijoud, le PCF propose à son tour « des solutions immédiates aux problèmes des travailleurs immigrés ». Sous ce titre, L'Humanité du 19-11 rend compte d'une conférence de presse-débat tenue à Vénissieux par le PCF en présence de toute une kyrielle de députés-maires, conseillers généraux et autres notables, et préluant à une campagne nationale.

Entre gestionnaires, la démagogie n'est pas de mise. Et à part le soupir d'usage sur les conditions de vie de la « main-d'œuvre étrangère », on parle clair. Les immigrés sont trop nombreux, ils coûtent trop cher, ils incommode la population par la vue de leur nombre et de leur misère. « Dans nos communes, à la question que la population se pose, le pourquoi des concentrations d'immigrés, des écoles surchargées, nous répondons d'abord simplement : ce ne sont pas les communistes qui dirigent le pays depuis 1958 [...]. Le grand crime du pouvoir et du patronat, c'est d'avoir accru la main-d'œuvre étrangère alors qu'ils savaient bien que les conditions n'existaient pas pour la loger de façon décente ».

Ah ! si « les communistes » avaient été au pouvoir, on aurait eu plus tôt le contrôle accru de l'immigration, réclamé depuis des années dans le Statut démocratique des travailleurs immigrés qui, bien avant les circulaires Fontanet-Marcellin, liait l'autorisation de séjour au contrat de travail ! Désormais nous avons la fermeture des frontières et toute une série de décrets réglementant l'entrée et le séjour des migrants sur le territoire. Mais dans les villes ouvrières à administration communiste, comme Vénissieux, « le préfet et le patronat se font un jeu cruel de rassembler les familles immigrées nouvellement arrivées ou chassées des zones de rénovation urbaines, accumulant les charges sociales supportées par la municipalité ».

Une seule solution : la fermeture des frontières à l'échelle des communes, le numerus clausus, autrement dit l'interdiction de dépasser un certain taux de « concentration d'immigrés » dans les villes ; et

pour mieux « dissuader » les indésirables, les exclure encore plus fermement de nos HLM et de nos logements sociaux. « Les préfets doivent reloger dans des localités où la présence des travailleurs immigrés est la moins élevée, des familles ayant déposé une demande de logement. Ainsi pour l'implantation de tout nouveau foyer. Ne pas augmenter le pourcentage de la population immigrée par l'attribution du 0,90 % patronal [en réalité c'est 1/5 du 0,90 % patronal qui est généreusement « attribué » aux immigrés] et par le relogement effectué par les organismes de logements HLM et sociaux [en premier ces paradis que sont les foyers du FAS construits avec l'argent extorqué aux allocations familiales des travailleurs immigrés eux-mêmes !], implantés dans leurs communes ».

Surexploités, parqués, traités comme du bétail par le capital, les travailleurs immigrés sont encore trop heureux pour ces messieurs du PCF. Certes, les choses sont dites avec ménagement. On parle de planifier harmonieusement la « répartition des immigrés » pour le plus grand bien de tous, et des intéressés eux-mêmes, qu'on « devra » reloger. Mais dans les faits à quoi tout cela revient-il, sinon à aggraver encore les tracasseries administratives, les discriminations, la ségrégation et l'oppression des travailleurs immigrés (sans même parler de l'éloignement par rapport au lieu de travail) ? A quoi cela revient-il sinon à appeler l'Etat à renforcer sa répression pour faire appliquer ce contrôle encore accru, à encourager la pire propagande raciste et à accentuer la concurrence entre les travailleurs, non seulement entre Français et immigrés, mais entre immigrés anciens et récents ?

Ces gens-là ont les intérêts de la bourgeoisie dans la peau. Les travailleurs — Français et immigrés — ne pourront se défendre contre les empiètements toujours plus grands du capital qu'en s'unissant malgré et contre eux dans la lutte, en premier lieu contre toutes les discriminations, toutes les entraves à la libre circulation des travailleurs immigrés, pour l'égalité totale des droits !

«Hors statuts» de l'Enseignement en lutte

Les surveillants intérimaires qui peuvent être renvoyés sans la moindre justification sont les parents pauvres d'une catégorie au statut déjà particulièrement défavorable (ils n'ont pas droit au chômage, et sont en général traités comme des assistés). Pourtant, la réforme Haby, qui vise à leur élimination progressive, tend à remplacer les postes relativement fixes par des demi et quart de postes remplis par ces intérimaires, soumis à l'arbitraire rectoral. Le renvoi de deux d'entre eux (pour des motifs en réalité politiques) a provoqué dans la région de Toulouse un mouvement de solidarité d'un dynamisme et d'une ampleur exceptionnels, touchant 60 à 70 % des surveillants. Il s'est étendu à deux

départements, à travers des Assemblées Générales de syndiqués et non syndiqués, et visait, malgré tous les facteurs de division, à préparer une grève générale de l'académie.

Le mouvement, appelant à la solidarité les personnels enseignants et d'entretien, demandait avec la réintégration des licenciés, l'unification des statuts entre les stagiaires (semi-titulaires) et les intérimaires. Le S.G.E.N. n'a accordé qu'un soutien extérieur et administratif (démarches, pétitions, transmission du préavis de grève). Quant au S.N.E.S., il a déployé tardivement une grande activité... mais pour dénoncer les grévistes, prétendant mensongèrement n'avoir pas été informé, s'indignant que l'activité revendicative passe par des A.G.,

au lieu de franchir par lettres les respectables bureaux de l'échelle hiérarchique des bonzes « responsables de l'audience du syndicat devant les autorités administratives » (sic !). Il est clair qu'on ne peut, comme le préconisent certains, soumettre un mouvement de ce genre au préalable de l'acceptation de gens qui désavouent mouvements et comités (ceux des auxiliaires par exemple) nés de leur démission et de leur inaction. C'est dans la lutte avec des orientations unitaires, dans l'activité revendicative qui crée un lien réel entre les salariés que l'on peut commencer à soulever la chape de plomb que ces forces conciliatrices imposent aux réactions de résistance.

BULLETIN Nr. 12 (Okt. 1976)

Auszüge der Presse der IKP

- Zum Tode des grossen buergerlichen Revolutionaers Mao Tse-tung: die proletarische Revolution steht auch in China noch aus
- Die soziale Bewegung in China (III)
- Die konterrevolutionaere Rolle der Demokratie in Spanien am Lehrbeispiel der 30en Jahre
- Zur Auswirkung der Weltwirtschaftskrise auf die BRD
- Wahlen oder Klassenkampf: der aktive Wahlboykottismus als revolutionaerer Parlamentarismus des imperialistisch-faschistischen Zeitalters.

Bourgeoisie et opportunisme voudraient que la classe ouvrière forge elle-même ses propres chaînes (1)

Quand, dans un petit traité volontairement didactique, Travail salarié et capital, Marx analyse le mécanisme interne de ce « mode de production particulier, historiquement déterminé » qui tient son nom du capital, et à l'intérieur duquel « capital et travail salarié sont les deux termes d'un même rapport », il n'en tire pas pour les prolétaires la leçon qu'ils devraient accepter d'être ce qu'ils sont dans l'immédiat, c'est-à-dire une dépendance du capital.

Ce que disait Marx

Il en déduit au contraire qu'ils doivent parvenir à la conscience que ce rapport n'est pas un rapport d'harmonie entre les deux termes, mais de **domination** du premier sur le second; non pas un rapport de « communauté d'intérêts » entre capitaliste et ouvrier, mais d'« opposition diamétrale ». Et que, donc, s'il est vrai que « tant que l'ouvrier salarié est salarié son sort dépend du capital », il est tout aussi vrai que, « quelque amélioration qu'elle apporte à la vie matérielle de l'ouvrier », « même la situation la plus favorable pour la classe ouvrière comme classe de salariés, [c'est-à-dire] l'accroissement le plus rapide possible du capital, ne supprime pas l'antagonisme entre ses intérêts et ceux du capitaliste ». Profit et salaire sont, après comme avant, en raison inverse l'un de l'autre. Si le capital augmente rapidement, le profit du capital augmente proportionnellement de façon plus rapide : la situation matérielle de l'ouvrier est améliorée, mais au détriment de sa situation sociale; l'abîme social qui le sépare du capitaliste s'élargit en même temps. Marx montrait que cette situation soi-disant plus favorable « signifie seulement ceci : plus la classe ouvrière augmente et accroît la puissance qui lui est hostile, la richesse étrangère qui la commande, plus seront favorables les conditions dans lesquelles il lui sera permis de travailler à nouveau à l'augmentation de la richesse bourgeoise, au renforcement de la puissance du capital, plus elle serait contente de forger elle-même les chaînes dorées avec lesquelles la bourgeoisie la traîne à sa remorque ».

Il en tirait en même temps la leçon que, dans cette même situation apparemment « plus favorable » pour l'ouvrier soumis à l'esclavage salarié (et comme tel condamné à lier son sort contingent à la frénésie d'expansion du capital) se trouve inscrite la nécessité inéluctable de terrifiantes **crises cycliques** dans lesquelles « maître à la fois distingué et barbare, il entraîne dans sa tombe les cadavres de ses esclaves, des hécatombes entières d'ouvriers », détruisant d'un seul coup ce qu'on avait pu prendre pour les « miettes substantielles » des phases d'expansion productive, et jetant sur le pavé les bataillons d'ouvriers qu'on avait cru aller irrévérablement vers une amélioration de leur condition matérielle, pour pouvoir recommencer ainsi son cycle frénétique vers de nouveaux bonds en avant et de nouveaux abîmes, jusqu'au gouffre énorme de la guerre.

Et ces deux leçons de Marx se résument en une seule : de ce gouffre infernal masqué par des parois dorées, la classe ouvrière ne sortira, ne peut sortir (parce que le mouvement même du capi-

tal lui en offre les conditions) qu'en cessant d'être une « classe pour le capital » et de se considérer comme telle, qu'en cessant d'être une de ces multiples couches sociales qui, selon le mythe des bourgeois et de leurs économistes, se partagent annuellement le gâteau commun du « produit (ou revenu) national net »; et en devenant au contraire, une « classe pour soi », une armée en lutte non seulement pour conquérir un peu de terrain sur l'ennemi, le patron, mais pour **l'abattre**, pour soumettre enfin à sa propre domination, à la loi du travail vivant, l'ex-despote et geôlier, le travail mort.

C'est pourquoi Marx dit aussi

Ce que disent les opportunistes

Supprimez ces conclusions, et le communisme aura cessé d'être « le spectre » qui hante le monde bourgeois, la classe ouvrière sera réduite à l'état de « bonne fée » de l'accumulation de richesse bourgeoise, de pieuse rééducatrice d'un capital « dilapidateur » et « inconscient », de **levier** (et non plus seulement d'appendice) de son expansion, et d'**ancrage de salut** pour lui dans les crises de croissance qu'il traverse cycliquement. Vous aurez supprimé le prolétariat **comme classe**, vous en aurez fait une simple **couche**, un **ordre**, une **catégorie** de la « société civile », agrégat informe de « bénéficiaires du revenu de leur propre travail » coexistant pacifiquement, dans la réalité sociale comme sur les rôles du fisc, avec des regroupements tout autres qu'informes de « bénéficiaires du travail d'autrui ». Vous aurez rendu (ou, plutôt, tenté de rendre) éternels un mode de production et une société qui, pour le marxisme sont **historiques** donc destinés nécessairement à connaître une fin comme ils ont eu un début, pour laisser place à un autre mode de production supérieur, à une forme supérieure de vie associée, qui n'aura pas été tenue sur les fonts baptismaux par « la volonté démocratiquement exprimée de tous les citoyens », mais aura été enfantée **dans la douleur** par le prolétariat moderne, grâce à cette « accoucheuse de toute nouvelle société qu'est la violence de classe ».

Liés à la bourgeoisie dès avant les dernières élections par un pacte ouvert, les dirigeants du PC italien exposent avec une clarté pour nous instructive la vision réformiste qui guide aussi leurs compères français. Leurs experts en politique économique réunis en « rencontres de caractère informel » (voir le n° 32 de **Rinascita** du 6 août 1976), et dans la troisième commission du Comité Central (voir l'**Unità** du 5 septembre) raisonnent eux justement dans les termes de la fameuse

que « la classe ouvrière est révolutionnaire ou n'est rien ». C'est pourquoi il écrit que dans son mouvement, le capital crée — et c'est là un de ses mérites **involontaires** — ses propres fossoyeurs (et non ses propres médecins!), ses propres expropriateurs (et non ses propres réformateurs ou, pire encore, « moralisateurs »). C'est pourquoi, toujours sur le même thème, il situe la nouveauté de sa doctrine dans la reconnaissance non de l'existence des classes et de leur lutte (même les bourgeois étaient allés jusque là), mais dans le fait que « la lutte de classe conduit nécessairement à la dictature du prolétariat » et que celle-ci est la voie de passage non moins nécessaire « vers la suppression de toutes les classes et vers une société sans classes ».

« communauté d'intérêts » entre capitalistes et ouvriers » férocement raillée et dénoncée sans appel par Marx — et il est important de les écouter, parce qu'ils **théorisent** ce que le gouvernement, les partis de la majorité et de l'« opposition » comptent tous ensemble **faire faire** au prolétariat pour « sortir de la crise ».

Le point de départ de leurs analyses et l'objet principal de leurs préoccupations n'est pas une société **divisée** en classes **antagonistes**, l'une dominant l'autre et celle-ci luttant pour renverser **définitivement** ce rapport de sujétion, mais un **Pays** articulé en couches sociales qui coopèrent pour produire un **gâteau commun**, et se le partagent au prorata de la contribution que tous apportent à son heureuse fabrication. Pour eux, la classe ouvrière n'est pensable que dans le rapport particulier qui la lie par des chaînes dorées au capitaliste : il n'y a pas de défense possible de l'emploi de la force de travail qui ne parte du pôle opposé, l'augmentation la plus rapide et la plus intensive possible du capital; il n'y a pas de produit du travail humain qui ne soit « revenu national », divisible en autant de revenus des couches particulières de l'entité-Pays : profit, rente, salaire; et si, cycliquement, l'harmonieux gâteau « commun » n'est pas réussi, la faute n'en revient pas aux lois immanentes du **mode de production** qui nous fait trimer, mais à des « distorsions » occasionnelles, aux « abus de pouvoir », au « clientélisme », au « parasitisme de certains », c'est-à-dire au fait que, de façon temporaire, prévalent sur les intérêts généraux communs des intérêts « corporatifs » (y compris les intérêts des ouvriers demandant des augmentations de salaire en dehors de la « stratégie globale » conçue en fonction de l'être collectif, le Pays !).

Les conséquences de ces prémisses vont de soi. Quelle est la cause de la crise que traverse « le Pays » ? Réponse : l'incapacité de l'appareil de production à surmonter le poids de la concurrence internationale, et donc du déficit, chronique et croissant, de la balance extérieure des paiements. Comment parvenir à « corriger » un déséquilibre aussi profond ? « En tout cas et de quelque façon qu'on le considère, annoncent les Pontifes de la fameuse communauté d'intérêts entre le capital et le travail dans sa version « communisme », « ce rétablissement exige que les revenus internes [parmi lesquels le salaire] augmentent moins, ou diminuent plus que le produit réel, tant que la valeur des exportations n'a pas rejoint celle des importations ». Mais l'inflation et la récession ne s'en chargent-elles pas déjà, objectera l'observateur naïf ? C'est vrai, répondent nos Pontifes, mais avec des résultats **provisaires**, dont les effets sont trop **lents** et au prix de sacrifices inégalement répartis. C'est une autre voie qu'il faut

prendre. Celle d'une « augmentation plus rapide de la productivité dans tous les secteurs ». Mais cela exige une « augmentation des investissements », c'est-à-dire du capital productif, mais cette augmentation ne peut se faire sur la base **d'une seule** des « variables responsables des déséquilibres de notre économie » par exemple le... salaire, même s'il est vrai que « la dynamique salariale en fait partie [ouvriers inconscients ! Vous aussi vous avez demandé une trop grosse part du gâteau !] et que, **dura lex sed lex**, « le coût du travail par unité de produit exprimé en monnaie nationale ne doit pas augmenter en moyenne plus que dans les pays concurrents ». Non, une politique économique « novatrice » « promet des sacrifices, et de lourds sacrifices » pour toutes les « variables » qui entrent dans le produit national, même si ces sacrifices « on se préoccupe de les répartir » de façon que l'harmonie céleste du développement économique ne soit ni troublée ni « faussée ».

Augmentation de la productivité signifie, pour nos Pontifes de l'économie, « reconversion ». Celle-ci « exige un effort massif d'investissement; elle exige donc une augmentation des investissements, en plus de l'augmentation des exportations ». C'est pourquoi « elle exige une compression non négligeable de la consommation ». Et tout ce processus, qu'il faut encourager et guider à l'aide d'instruments variés, des plus directs aux moins directs (commandes, primes à certains secteurs, crédits offerts aux entreprises) ne s'appelle pas, dans la pensée des experts économiques du Pci, « accumulation élargie du capital ». Non, cela doit servir à « assurer A LA CLASSE OUVRIERE [!!!] un taux d'accumulation adéquat et précis, indispensable pour sortir l'économie italienne du marasme ». Ce qui revient à dire : capital, accumule-toi ! Ce n'est pas là **ton** intérêt exclusif, mais aussi celui de la classe que tu exploites à coup de... taux d'accumulation accru !

(à suivre)

Solidarité avec l'Afrique australe

(suite de la page 1)

ariat des transports et des usines sur un terrain d'action collective, ce que la CAO redoute comme la peste.

De plus, le boycott est une mesure de guerre économique. Réalisé, il provoquerait nécessairement des difficultés pour les classes dominantes, mais aussi pour les classes travailleuses. Cela ne veut pas dire qu'il faut le rejeter, mais que le prolétariat du pays qui l'utilise doit le faire à condition de pouvoir entreprendre une aide matérielle et une préparation politique qui mettent les masses au maximum à l'abri de ses retombées, et les mettent en mesure de profiter des difficultés de la classe dominante pour ébranler sa domination et finalement la renverser. Faute de cette condition, qui manifestement n'existe pas aujourd'hui, on laisserait le champ libre aux manœuvres des classes dominantes locales. Et ceci est d'autant plus important dans le cas de l'Afrique du Sud que ce pays se trouve en situation de semi-colonie par rapport à l'Europe occidentale, et que la composante boer, essentiellement terrienne, a pour sa part une tradition de lutte contre l'impérialisme anglais qu'elle pourrait utiliser pour entraîner derrière elle les secteurs les plus arriérés des masses exploitées avec des revendications contre les puissances européennes, dont le prolétariat n'aurait nullement la possibilité de se démarquer.

En réalité, la campagne de boycott des oranges a été demandée par les mouvements de libération de l'Afrique du Sud reconnus par l'ONU, dont l'ANC, qui hier encore rejetaient l'idée de la lutte armée et qui l'ont acceptée aujourd'hui à contrecœur pour mieux pouvoir contrôler le mouvement révolutionnaire. Il s'agit de partis qui ont toujours été l'appendice impuissant d'un pale libéralisme. C'est ce dernier qui serait le bénéficiaire direct des conséquences d'une telle campagne de boycott sur une propriété foncière qui représente en Afrique du Sud le secteur le plus contre-révolutionnaire et le plus opposé aux moindres concessions. L'organe du PSU le dévoile d'ailleurs lorsqu'il écrit que nos « extrémistes » métropolitains agitent « l'orange Outspan comme symbole de l'exploitation des ouvriers agricoles noirs de l'Afrique du Sud » (Tribune Socialiste, n° 714, 14-10-1976). Ainsi, à côté de l'alliance de l'impérialisme et du pouvoir de l'Afrique du Sud avec la complicité du social-impérialisme métropolitain, se dessine la convergence, sinon officielle, du moins de fait, entre des mouvements modérés anticoloniaux et des forces centristes métropolitaines à la traîne de l'opposition démocratique petite-bourgeoise à l'impérialisme — convergence qui, malgré les illusions que certaines de ces forces peuvent semer et se faire sur elles-mêmes, doit aboutir à enfermer les luttes anticoloniales dans l'horizon bourgeois et à les utiliser comme un tremplin, non pour la destruction de l'Etat impérialiste mais pour le **déplacement** des forces à l'intérieur de celui-ci, ce qui était la position de Kautsky en 1909 dans son *Chemin du pouvoir*.

La IV^e Internationale, quant à elle, semble avoir une position plus radicale, puisqu'elle se prononce pour un boycott général « par les travailleurs des pays impérialistes des importations et des exportations de et vers l'Afrique du Sud » et pour l'arrêt de l'envoi de toutes les armes. Mais en réalité son extrémisme verbal laisse le champ libre aux deux alignements de forces dont on vient de parler. D'abord, elle **noie** littéralement la question centrale dans un flot de revendications qui ne peuvent semer que la plus grande confusion et qui vont des plus inoffensives, dans le style « isolement moral du racisme », comme le boycott des manifestations sportives, à des mesures comme la cessation des rapports financiers avec l'Afrique du Sud qui, pour avoir un sens réel, ne supposeraient rien de moins que la prise du pouvoir par le prolétariat dans les métropoles. Surtout, elle fait semblant de croire que ce boycott peut devenir « dès maintenant, une revendication centrale et systématique au sein du mouvement ouvrier des pays impérialistes » (*Inprecor*, n° 54, 24-6-1976), sans soufflet mot de la politique criminelle du social-impérialisme stalinien, et sans non plus se donner dans les faits tellement de mal pour cela. Active lorsqu'il fallait mobiliser contre l'impérialisme « d'en face », les USA, dans l'agression contre le Vietnam (nous ne discutons pas ici l'ensemble de la politique de la IV^e à cet égard), elle est plus discrète lorsqu'il faut attaquer son impérialisme, essentiellement européen, et couvre de sa phraséologie son valet « ouvrier », l'opportunisme.

Ce que les masses des travailleurs des villes et des campagnes de l'Afrique du Sud demandent au prolétariat des puissances impérialistes, c'est une **solidarité prolétarienne**, c'est de porter la guerre de l'intérieur contre l'impérialisme pour son renversement, c'est l'instauration d'une alliance insurrectionnelle avec les ouvriers et les paysans des colonies et des semi-colonies, contre le front de l'impérialisme européen et américain et de ses agents social-chauvins, et par-dessus les limites où voudrait l'enfermer une opposition pseudo-révolutionnaire.

RÉUNIONS PUBLIQUES

- A STRASBOURG, le vendredi 10 décembre, 20 h 30, cercle Bernanos, 30, rue du Maréchal-Juin (Esplanade).
- A ANGERS, le mercredi 22 décembre, 20 h 30, cinéma « Le Bon Repaire », 12, boulevard Gaston-Dumesnil.

LIBAN, AFRIQUE DU SUD L'exigence de la solidarité prolétarienne

- A PARIS le vendredi 10 décembre, 20 h 30, salles Lancry, 10, rue de Lancry, 75010 Paris (métro : République)

1926-1976 : contre-révolution et capitalisme en Russie

(suite de la page 1)

sant lorsqu'il s'agit de maintenir une boussole fermement orientée vers les buts de la révolution prolétarienne : « sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », affirme Lénine, en employant une formule que *Combat Communiste* édulcore en minimisant précisément ce rôle fondamental de la théorie. Et c'est justement lorsque *Combat Communiste* essaie bien péniblement de préciser politiquement certaines positions qui lui permettent — après coup — de se présenter comme ayant des « normes d'orientation » propres qu'il ne réussit pas à se dégager de l'empirisme dont il avait accusé LO à juste titre.

Quelles sont les bases de C.C. en tant qu'organisation politique ? En plus d'un travail sur la « question russe » — qui fera l'objet d'un autre article — C.C. a publié une *Critique du Programme de Transition* de Trotsky qui étonne par sa confusion, au point qu'on peut se demander si cette brochure n'est pas le résultat de plusieurs « plumes » juxtaposées à la hâte.

Dans l'introduction, C.C. se réclame des premières années de la III^e Internationale ; mais tant que cela n'est pas précisé, on ne peut prendre cette affirmation que comme une *clause de style* : quel est le « trotskyste » qui ne s'en réclame pas, même lorsqu'il est aux antipodes de ce qu'était l'Internationale Communiste lors de ses premiers congrès ? Qu'on ne nous accuse pas de vouloir faire un « procès d'intention » : C.C. rejette l'exercice du pouvoir par le Parti Communiste dans la dictature prolétarienne (voir, par exemple, son interprétation de la contre-révolution en Russie) alors que ce point, qui est un principe cardinal du communisme, est clairement énoncé par le II^e Congrès.

En abordant la question des revendications « transitoires », C.C. commet l'erreur de nous inclure,

« Combat communiste », deux ans après

nous, « bordiguistes », parmi l'« ultra-gauche », qui nie que dans une situation révolutionnaire il faut lier la question de la prise insurrectionnelle du pouvoir à un ensemble de revendications immédiates. Nous renvoyons les responsables de cette erreur aux *Thèses de Rome* (1922), points 41-43 (dans *Défense de la continuité du Programme Communiste*), et au compte rendu de la dernière réunion générale du Parti paru dans *Le Proletaire* n° 230. Par manque de place nous laisserons de côté les nombreux points « secondaires » de la brochure qui mériteraient cependant qu'on s'y arrête.

C.C. critique justement l'emploi actuel des mots d'ordre des « nationalisations » et du « contrôle ouvrier » comme faisant le jeu du réformisme. Il va plus loin et montre le danger réel dans une période révolutionnaire : le prolétariat peut être détourné des tâches insurrectionnelles par le piège de l'« auto-gestion » et des nationalisations sous le pouvoir bourgeois. Mais C.C. semble en outre rejeter le mot d'ordre de « contrôle ouvrier » au nom du refus de la « gestion de l'économie capitaliste, même étatisée » car le prolétariat aurait « à la détruire », ce qui est un argument typiquement « ultra-gauche ». Lors de la première phase de la révolution victorieuse, le prolétariat aura à contrôler les capitalistes ou tout au moins la production dans chaque entreprise pour empêcher les sabotages et assurer la production, en attendant d'abord la planification centrale et ensuite les transformations économiques qui déboucheront, lentement, au cours d'une très longue période historique, vers le socialisme. Par contre, et de façon surprenante, C.C. semble quelques pages plus loin admettre le mot d'ordre de contrôle ouvrier lors d'une période révolutionnaire.

Combat Communiste assure que sa brochure « ne constitue pas un contre-programme de transition ou un nouveau programme de transition » car, dit-il, « nous n'avons pas les moyens d'établir un tel programme » ; cela ne l'empêche d'ailleurs pas de nous décrire un « programme de transition aujourd'hui » (!). Comprenez qui pourra ! Ce « nouveau programme » comprend aussi bien des buts ultimes (!) que des revendications liées aux besoins actuels de la lutte prolétarienne ; aussi bien des mesures à prendre par la dictature déjà stabilisée et se consacrant surtout aux tâches de transformations économiques et sociales que des revendications « transitoires » au sens strict du terme. Voici un échantillon de la liste :

— « création de comités de grève et d'usine » à côté de la « formation des milices » et du « partage des heures de travail entre tous », car « ce peut être le rôle d'un comité d'usine ou de grève d'imposer le plein emploi » (rien que ça...);

— « lutte contre la séparation entre travail manuel et intellectuel »;

— « distribution gratuite, régulière de nombreux biens de consommation qui sont en quantité abondante, tels que l'alimentation, les vêtements, etc. » (Marx, où sont passés tes « bons de travail »); etc.

Ainsi donc, pour trouver le pont entre les revendications actuelles des masses et le programme de la révolution communiste (pont qui ne peut être assuré que par l'action permanente du Parti et par l'insurrection prolétarienne qui, à un certain moment de l'Histoire, se présente comme nécessaire pour satisfaire certaines revendications matérielles et de lutte pressantes des masses, ces revendications

étant dites « transitoires »), C.C. n'a rien trouvé de mieux que d'aligner côte à côte et graduellement des revendications qui vont des mots d'ordre actuels aux réalisations du socialisme inférieur ! Il faut le faire !...

En ce qui concerne l'appui à un gouvernement « ouvrier » bourgeois, C.C. affirme : « un vote limité à la réalisation de promesses précises pourrait être accordé à une coalition réformatrice dans le but de renforcer la situation de la classe ouvrière et des révolutionnaires dans certaines conditions. Par exemple : pour la libération de prisonniers politiques, le rétablissement des libertés démocratiques, comme le cas s'est présenté en Espagne en 1936 ».

On ne peut que rappeler que c'est le POUM, opportuniste et centriste, et la CNT, anarchiste, qui avaient offert cet « appui critique » à l'Unité Populaire, capitulant ainsi devant la démocratie bourgeoise. Comment un appui à un gouvernement réformatrice pourrait-il renforcer la position de la classe ouvrière ? Sur quelles expériences historiques — et le mouvement prolétarien d'Europe occidentale en compte déjà de nombreuses qui ont tourné à la catastrophe — peut-on se baser pour affirmer cela ? Silence. Et on ne peut que rester interloqué lorsqu'on lit, juste après le paragraphe cité : « L'opposition radicale au gouvernement bourgeois de gauche se composera selon toute vraisemblance de tendances très diverses, anarcho-spontanéistes, maoïstes, ultra-gauches, groupes isolés, fractions syndicales, etc. [...] La construction [du Parti Révolutionnaire] passera donc par une recombinaison de l'extrême gauche dont la lutte contre un gouvernement bourgeois de gauche constituera une phase importante » (*Combat Com-*

muniste, n° 18). On se frotte les yeux ! Le Parti Révolutionnaire devrait renaitre de la fusion « dynamique » de groupes (détachés ?) de courants politiquement tout à fait hétérogènes, sans bases programmatiques ni de principe communes, grâce — non pas à un corps de tactique général — mais notamment au seul refus (hétérogène lui aussi) d'un gouvernement « de gauche », refus que C.C. est disposé à changer selon les situations, en « appui limité » !

Ici apparaît tout entier l'éclectisme de C.C., mélange de confusisme et de cet « existentialisme » soi-disant révolutionnaire que la Gauche a dénoncé dans *Faux recours à l'activisme*.

Par rapport au « front unique » avec les partis réformistes (PCF) il en va de même : on répugne à l'appliquer actuellement mais on laisse la porte ouverte pour sa réalisation... demain.

Ainsi, sur le plan politique, la tentative de *Combat Communiste* ne se révèle être que du rafistolage : on condamne l'action politique de *Lutte Ouvrière* mais on ne parvient qu'à rejeter les expressions immédiates de cette politique sans réussir à en comprendre les raisons profondes. Pour cela il faudrait plus que de la bonne volonté révolutionnaire. Pour contribuer à forger le Parti communiste comme *Combat Communiste* prétend s'y atteler, il faut faire plus que de saupoudrer son action quotidienne de quelques références éclectiques au marxisme, il faut oser renouer fermement avec la doctrine, le programme et les principes permanents du mouvement communiste, et ne pas avoir peur de faire, sur cette base, un véritable bilan de l'action réelle et des plans tactiques de l'Internationale Communiste.

Il est tout à fait juste d'affirmer, comme le fait C.C., que « la révolution russe d'Octobre 1917 et les premières années de l'Internationale Communiste représentent incontestablement le point le plus élevé atteint par les prolétaires dans leurs tentatives de destruction de la société de classes. Elles demeurent à ce titre les sources les plus riches d'enseignements. Les méthodes et principes des premières années de l'Internationale Communiste qui en sont l'expression théorique constituent l'acquis le plus précieux du mouvement révolutionnaire ». C'est vrai. Mais il ne suffit pas de le dire. Il faut encore se placer sur le terrain programmatique et de principe de l'Internationale et tirer les leçons de ses expériences. Et cela C.C. n'a même pas commencé à le faire.

L'attitude de la LCR et du SU de la IV^e à l'égard du PST

Des explications qui s'imposent

Dans les articles que notre presse a consacrés aux événements en Argentine (cf. en particulier *Le Proletaire*, n° 186 et 202, et *El Programa Comunista*, n° 17), le PST (parti sympathisant de la IV^e Internationale) a été une des cibles permanentes de notre critique. Les raisons de nos attaques furent les suivantes : d'abord, sa capitulation de principe face à la démocratie bourgeoise, qui suscita son appui actif et sa participation non moins « constructive » à l'« institutionnalisation », c'est-à-dire à la restauration du régime parlementaire ; puis, son soutien au gouvernement péroniste, ce qui sous prétexte de « gouvernement ouvrier », constituait une capitulation devant le péronisme et les bureaucraties syndicales férocesment contre-révolutionnaires ; par la suite, ses attaques permanentes

contre la violence de la guérilla et des ouvriers alors que la violence blanche se déchaînait sur les masses ; et enfin, lorsque le mouvement ouvrier affronta vigoureusement à Villa Constitucion le front compact des militaires, de la démocratie et des bureaucraties syndicales, ses appels pressants à la démobilisation et au retour au travail. Ce fut alors que les prolétaires en grève les qualifièrent de *traîtres*.

Nous ne doutons pas qu'il y ait des divergences entre le Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale et le PST. Dans *Inprecor* du 12-12-74, on trouve même une critique du PST, une critique de camarade à camarade. Un point, c'est tout. Après cette date, ce fut le silence le plus total sur l'action d'un Parti qui se réclame du trotskisme, et qui est toujours une organisation sympathisante de la IV^e. Pire encore, en juillet dernier, *Inprecor* rendait un hommage international au « camarade Gomez », directeur d'*Avanzada Socialista* (l'organe politique du PST) récemment décédé. Et au mois de septembre de cette année, *Rouge* a ouvert ses colonnes aux représentants du PST, en parlant de « nos camarades ».

C'est sans étonnement, mais avec un sentiment de colère et de dégoût que tout militant honnête ne peut que partager, que nous avons pris connaissance de la lettre de rupture de quelques militants du PST, lettre publiée dans *Adelante!* du 3-11-76. Nous publions ci-dessous quelques extraits de ce document, où l'on démontre que le PST a rejoint le PC argentin dans les égouts de l'Histoire, ayant flirté pendant et après le 21 mars avec le pinochetazo en Argentine :

« Une fois le coup d'Etat consommé, le parti sema des illusions sur son caractère modéré et démocratique. Il a dit que nous étions en présence du gouvernement militaire le plus démocratique de l'Amérique Latine, et est allé jusqu'à soutenir : « Dans cette situation, il était impossible d'attendre

encore neuf mois de cauchemar et de crise jusqu'aux élections. Tout le peuple s'élevait contre le gouvernement ». « Le 24 mars obéit à ces causes. Au-delà des raisons de principe qui conduisent toute opinion sagement démocratique à s'opposer aux coups d'Etat, ou du jugement concret qu'on peut porter sur les mesures du gouvernement actuel, le renversement du péronisme est un événement que les militaires ont accompli à leur manière, après que la marée populaire y ait échoué » (*Cambio*, n° 1).

« Cette apologie du coup d'Etat (...) a conduit à l'énormité de considérer comme progressiste la dictature de Videla ! Il s'ensuivit le soutien ouvert au coup d'Etat. Cela a pris plusieurs formes.

« En premier lieu, le parti a renoncé à éditer une presse révolutionnaire destinée à la clarification et à l'organisation des travailleurs, et s'est cantonné dans la publication d'un bi-mensuel anodin, caractérisé par une ligne pro-gouvernementale marquée.

« Dans *Cambio* - La Yesca, on chantait les louanges du caractère démocratique du coup d'Etat, et on est allé jusqu'à dire que l'apparition de ce bulletin se plaçait dans la perspective de la « brèche démocratique » (tout comme le PCA !) de la dictature : « La Yesca continuera à exercer son droit à la liberté. Son existence sera une preuve de ce que la brèche démocratique s'amplifie et que la liberté, cette liberté qui a fait dire au général Videla qu'il ne souhaite pas une presse complaisante, se fortifie » (*La Yesca*, n° 1).

« On sema des illusions sur une « ouverture contrôlée » de la vie syndicale (...). Simultanément, on commençait l'offensive contre le mouvement syndical indépendant : « (...) il est vrai que, en ligne générale, on a respecté [...] les délégués ouvriers. Mais quelques [...] détentions, quelques [...] mises à pied, certaines [...] menaces et la persistance d'un terrorisme d'extrême droite, dont la responsabilité n'est toujours pas établie [resic !!], laissent ouverte la possibilité d'une persécution

généralisée contre les militants ouvriers » (*Cambio*, n° 1).

« On n'a pas donné d'orientation pour l'organisation de la résistance et pour la restructuration des rangs ouvriers, et ce fut le reflet principal de l'adaptation du parti face au gouvernement militaire. Toute l'orientation du parti sur le plan syndical s'est résumée à l'organisation de barbecues et aux matches de football, en attendant la restructuration par le haut [...] ».

« A court terme, l'orientation du parti subit une banqueroute totale. La répression a fait de nombreuses victimes, à l'initiative ouverte du gouvernement ; la « normalisation syndicale » n'a pas eu lieu ; La Yesca et Tribuna Popular furent interdites.

« [La banqueroute politique totale du parti] a rendu plus grave encore la confusion dans ses rangs ; après avoir fait une caractérisation « optimiste » de la situation, le parti changea d'analyse en parlant d'une défaite totale des travailleurs, et il tomba dans l'inaction.

« (...) La direction se soumet, en fait, aux règles du jeu imposées par la dictature, et limite le parti à une existence purement végétative.

« (...) En tant qu'antécédents de cette orientation, citons les condoléances envoyées aux militaires lorsqu'un officier était tué par la guérilla, ce qui constituait déjà un appui aux futurs golpistas, qui étaient, à ce moment-là, en train de reprendre les ressorts du pouvoir au moyen de la militarisation graduelle du pays.

« (...) De même que [les partis bourgeois et le PCA], la direction du PST, dans la claire continuité de son orientation, s'est soumise aux normes imposées par la suspension des activités politiques ».

Il nous semble que les militants de la LCR et de IV^e Internationale (S.U.) qui veulent véritablement combattre le capitalisme et l'opportunisme devraient exiger de leurs directions les explications qui s'imposent.

permanences du parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 12 décembre de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L.-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 15 décembre et le 12 janvier, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Lille : les dimanches 21 novembre et 5 décembre, de 10 à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : le samedi 4 décembre, et en général le 1^{er} samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

• A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

• A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche) métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 20 novembre, et 5 et 19 décembre, ainsi qu'en général tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite : « Atelier ».

presse internationale

il programma comunista

EL PROGRAMA COMUNISTA

programme communiste

Correspondance pour la Suisse
B.P. 85 Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926